

Règlement de la Consultation (RC)

Marché public de dispositifs médicaux numériques de télésurveillance médicale

Pouvoir adjudicateur : GCS UniHA – 9 rue des Tuiliers - 69003 Lyon

Objet du marché : dispositifs médicaux numérique de télésurveillance médicale, accessoires de collecte et prestations complémentaires associées

Procédure : Appel d'offres restreint (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47, R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Système d'acquisition dynamique (R.2162-37 à R.2162-51 Code de la commande publique)

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=862185&orgAcronyme=x7c>

Aucune offre requise – Seules les candidatures sont requises.

Date estimative de lancement du premier marché spécifique :
21/07/2023

Les candidatures peuvent être remises pendant toute la durée du Système d'acquisition dynamique.

Le premier marché spécifique sera lancé après l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la publication du présent SAD. Les marchés spécifiques pourront être lancés ensuite pendant toute la durée du Système d'acquisition dynamique.

En revanche, seuls les candidats dont la candidature a été réceptionnée et acceptée avant la publication d'un marché spécifique pourront y participer.

SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

1.	Pouvoir adjudicateur et bénéficiaires du système d'acquisition dynamique	3
1.1	Type de pouvoir adjudicateur.....	3
1.2	Coordonnées du pouvoir adjudicateur	3
1.3	Bénéficiaires du système d'acquisition dynamique.....	3
2.	Objet de la consultation.....	4
3.	Classification cpv (vocabulaire commun des marches)	4
4.	Description du marché.....	4
4.1	Type de marché	4
4.2	Durée du SAD.....	5
4.3	Lieu d'exécution ou de livraison	5
4.4	Forme juridique du candidat	5
5.	Procedure.....	5
5.1	Numero de reference attribue à la consultation par le pouvoir adjudicateur	5
5.2	Contenu du dossier de consultation du SAD	5
5.3	Obtention du dossier de consultation	6
5.4	Communications et échanges d'informations par voie électronique.....	6
6.	Conditions de remise des candidatures	7
6.1	Période de reception des candidatures.....	7
6.2	Conditions de présentation des candidatures.....	7
6.3	Contenu de la candidature	8
6.4	Autres pièces à fournir	10
7.	Selection des candidats.....	11
7.1	Régularité du dossier de candidature	11
7.2	Critères de sélection des candidatures	11
7.3	Admission et rejet des candidatures	11
8	Analyse et classement des offres.....	12
9	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	14
10	Nommage des fichiers	14
11	Voies et délais de recours	14
11.1.	Phase candidatures	14
11.2.	Phase offres.....	15
12	Données à caractère personnel collectées auprès des candidats et soumissionnaires.....	16

1. POUVOIR ADJUDICATEUR ET BENEFICIAIRES DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par des établissements de santé.

En application de son activité de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique et conformément à l'objet du GCS arrêté dans sa convention constitutive, le présent système d'acquisition dynamique (ci-après « SAD ») est passé par le GCS UniHA, pouvoir adjudicateur, pour le compte des établissements bénéficiaires définis à l'article 1.3.

Les établissements bénéficiaires du présent SAD sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du système d'acquisition dynamique au sens où ils sont responsables de la passation des marchés spécifiques et de l'exécution des prestations y afférentes.

1.2 COORDONNEES DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur contractant du SAD est :

GCS UNIHA
9 rue des Tuilliers
69003 Lyon

La personne référente en charge du suivi d'exécution du marché est :

arthur.denninger@uniha.org

Par dérogation à l'article 2 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur contractant des marchés spécifiques est chaque établissement bénéficiaire du SAD.

1.3 BENEFICIAIRES DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Les établissements bénéficiaires du système d'acquisition dynamique (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont les adhérents de la centrale d'achat qui ont la qualité d'opérateurs de télésurveillance au sens de l'article L162-50 du code de la sécurité sociale parmi ceux listés en annexe 1 du CCAP, dès lors qu'une convention de mise à disposition a été signée dans les conditions précisées ci-après.

Conformément à l'article R.2162-39 du Code de la commande publique, le système d'acquisition dynamique pourra être mis à disposition de nouveaux membres et adhérents, pendant toute sa durée

de validité, à la condition que ces nouveaux membres aient la qualité d'opérateurs de télésurveillance au sens de l'article L162-50 du code de la sécurité sociale.

2. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent SAD a pour objet à mise à disposition de dispositifs médicaux numérique de télésurveillance médicale, d'accessoires de collecte et de prestations complémentaires associées.

3. CLASSIFICATION CPV (VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHES)

48180000-3 : Logiciels médicaux

33195000-3 : Système de surveillance des patients

4. DESCRIPTION DU MARCHÉ

4.1 TYPE DE MARCHÉ

Le système d'acquisition dynamique est passé en application des articles R.2162-37 à R.2162-51 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2162-43 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur accorde, pendant toute la durée de validité du SAD, la possibilité à tout opérateur économique de demander à y entrer.

Dans ce cas, l'opérateur adresse son dossier de candidature (comprenant les éléments mentionnés à l'article 7.4 du présent document) au Pouvoir Adjudicateur, qui se prononce sur la recevabilité de cette candidature dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la réception de la candidature. Ce délai est susceptible d'être porté à 15 jours ouvrables, dans le cas où des compléments de candidature sont requis par le Pouvoir Adjudicateur.

Toutefois, aucune demande d'admission dans le système ne sera examinée pendant une phase de consultation visant à attribuer un marché spécifique.

Les marchés spécifiques seront lancés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article 2, et pourront aussi être lancés par le GCS UniHA.

4.2 DUREE DU SAD

La durée du Système d'Acquisition Dynamique court à compter de sa publication.

Le Système d'Acquisition Dynamique est mis en place pour une durée de 6 ans maximum. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

La durée du marché spécifique sera précisée à l'occasion de chaque marché spécifique et selon la classification des produits évoquée à l'article 2.1 du présent CCATP.

4.3 LIEU D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

L'exécution des prestations objet du Système d'Acquisition Dynamique peut avoir lieu sur l'ensemble du territoire national, Métropole ainsi que dans les Départements ou Régions d'Outre-Mer et Collectivités d'Outre-Mer.

Le lieu d'exécution sera précisé dans les marchés spécifiques.

4.4 FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT

Les groupements entre plusieurs opérateurs sont autorisés.

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation des candidatures.

5. PROCEDURE

5.1 NUMERO DE REFERENCE ATTRIBUE A LA CONSULTATION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

M_2149

5.2 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DU SAD

Les pièces constitutives du présent SAD sont, pour chaque catégorie, les suivantes :

- Le présent règlement de consultation et ses annexes :
 - M_2149_RC
 - Annexe 1 « modèle dossier de candidature équivalent DC1 et DC2 »)
- Le **Cahier des Clauses Administratives Techniques Particulières et ses annexes** :
 - M_2149_CCATP
 - Annexe 1 Liste des adhérents Uniha

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

5.3 OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

5.3.1. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION AU STADE DES CANDIDATURES

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et au sein d'un espace de consultation dédié à la présente consultation.

Le dossier de consultation est disponible et accessible pendant toute la durée du SAD.

5.3.2. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION AU STADE DES OFFRES

Le dossier de consultation propre au marché spécifique sera mis à disposition des candidats préalablement admis dans le SAD sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur pour lancer le marché spécifique.

Les modalités de cette mise à disposition seront précisées dans chaque lettre d'invitation à remettre une offre.

5.4 COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS PAR VOIE ELECTRONIQUE

5.4.1. COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS AU STADE DES CANDIDATURES

Les communications et les échanges d'informations avec les candidats seront effectués uniquement par voie électronique par l'intermédiaire du profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et au sein d'un espace de consultation dédié à la présente consultation.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le candidat doit donc impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations.

Les candidats souhaitant s'identifier sur le portail devront créer un compte via le menu « Votre espace » pour obtenir un identifiant et un mot de passe.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents de la consultation, les candidats devront disposer des logiciels leur permettant de lire les formats suivants :

- .zip , .rar ;
- Excel, Word, PowerPoint, Access (Pack Microsoft Office 2003 ou supérieur) ;
- PDF.

La liste des formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf)
- Rich Text Format (.rtf)
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar)
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb)
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png)
- Internet (exemple d'extensions : .htm)

Il est recommandé aux candidats d'éviter de déposer des fichiers dont la taille est supérieure à 1 Giga.

5.4.2. COMMUNICATION ET ECHANGES D'INFORMATIONS AU STADE DES OFFRES

Les communications et les échanges d'informations avec les candidats invités à remettre une offre seront effectués uniquement par voie électronique par l'intermédiaire du profil acheteur du pouvoir adjudicateur précisée dans la lettre d'invitation à remettre une offre pour chaque marché spécifique.

6. CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES

6.1 PERIODE DE RECEPTION DES CANDIDATURES

Les candidatures peuvent être adressées pendant toute la durée du système d'acquisition dynamique.

En revanche, seules les candidatures acceptées à la date du lancement de chaque marché spécifique seront invitées à remettre une offre.

6.2 CONDITIONS DE PRESENTATION DES CANDIDATURES

La langue française est la seule langue autorisée pour la rédaction des candidatures.

Chaque candidat se doit de produire un dossier de candidature comprenant l'ensemble des pièces visées à l'article 6.3 du présent RC. Ces documents n'ont pas à être obligatoirement signés, seuls les marchés spécifiques seront signés à l'issue de la procédure d'attribution.

Le candidat précise la ou les catégories pour laquelle ou lesquelles il présente une candidature.

Les candidatures sont remises à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et dans l'espace de consultation dédié au présent marché.

Les dépôts de plis effectués par erreur dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.

La candidature devra respecter les formats autorisés au paragraphe 5.4 et le candidat devra respecter le nommage cité au paragraphe 9 du présent règlement de la consultation.

6.3 CONTENU DE LA CANDIDATURE

Les candidats doivent fournir :

1) Une lettre de candidature

Cette lettre de candidature peut être :

- Soit le modèle de dossier candidature proposé par UniHA (Annexe 1 au RC « modèle dossier de candidature équivalent DC1 et DC2 ») dûment complété selon que le candidat est un candidat individuel ou un groupement -> **ce format simplifié pour les candidats est vivement recommandé** ;
- Soit un **DUME** ou les formulaires DC1 et DC2 ou tout document équivalent dûment complétés des renseignements suivants (en cas de groupement, chaque co-traitant doit fournir les renseignements demandés) :

Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat

- ☐ Une liste des dispositifs médicaux numérique de télésurveillance, objet de la catégorie pour laquelle la candidature est présentée et la preuve de leur inscription sur la liste établie par arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale visée à l'article L162-52 code de la sécurité sociale – ou tout autre dispositif dérogatoire garantissant la prise en charge ou le remboursement par l'assurance maladie
- ☐ Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- ☐ L'indication des noms et qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques chargées de l'exécution du marché ;

- 2) Une déclaration sur l'honneur indiquant que le candidat individuel ou que chaque co-traitant en cas de groupement n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique. Cette déclaration sur l'honneur n'est pas nécessaire si les candidats ont coché la case correspondante dans le dossier de candidature).

Les formulaires type DC1, DC2 que les candidats ont la liberté de produire sont disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Conformément à l'article R.2162-47 du Code de la commande publique, à tout moment au cours de la période de validité du système d'acquisition dynamique, le GCS UniHA pourra demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

6.3.1. PRECISIONS POUR LES GROUPEMENTS D'OPERATEURS

Les candidats peuvent se présenter en candidat individuel ou en groupement.

En cas de groupement, chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés au paragraphe précédent, sous peine d'élimination du groupement.

Dans l'hypothèse où, pour les besoins de la réalisation de prestations dans les DROM COM, le candidat est conduit à faire appel à des distributeurs ou partenaires locaux, ces derniers devront être identifiés en qualité de co-traitant de groupement d'opérateur économique ou de sous-traitant.

En cas de groupement, le dossier de candidature devra identifier la part des prestations réalisées par chaque co-traitant.

6.3.2. PRECISIONS POUR LES SOCIETES NOUVELLEMENT CREEES ET LE RECOURS AUX CAPACITES D'AUTRES OPERATEURS

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, le candidat présente tous les justificatifs qu'il juge nécessaires afin d'attester de sa capacité financière, technique et professionnelle à exécuter le marché (documents comptables et références notamment). Le pouvoir adjudicateur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui.

Dans ce cas, le candidat :

- Justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en produisant les éléments de candidature de cet opérateur requis à l'article 6.4.1 ;
- Apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché via une attestation sur l'honneur de l'opérateur économique indiquant qu'il s'engage à mettre ses moyens à disposition du candidat tout au long de l'exécution du marché objet de la présente consultation.

6.4 AUTRES PIÈCES À FOURNIR

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution de chaque marché spécifique, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans le pli contenant leur candidature, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

- Les certificats de régularité à jour attestant de la souscription des déclarations et des paiements correspondant aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et sur la TVA délivrés par l'administration fiscale, **et datant de moins de 3 mois** ;

Dans le cas où l'attributaire est une société fille d'un groupe, l'attestation fiscale datant de moins de 3 mois de la société mère doit également être jointe.

- Un numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Lorsqu'en raison d'une impossibilité technique, il n'est pas possible d'accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données nécessaires en utilisant le numéro unique d'identification, l'attributaire communiquera, sur demande, au pouvoir adjudicateur, un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel la société est inscrite.

Si le candidat est étranger, il produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés

- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail datant au moins de l'année civile en cours et à jour. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le candidat n'emploie pas de salarié étranger, il produira une attestation sur l'honneur en ce sens.

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), UniHA n'exploitera pas les données relatives aux salariés étrangers.

Ces documents devront en tout état de cause être remis avant l'attribution des marchés spécifiques.

7. SELECTION DES CANDIDATS

7.1 REGULARITE DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Lorsque des pièces dont la production était demandée sont absentes ou incomplètes, il peut être demandé à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature conformément à R.2144-2 Code de la commande publique.

A défaut de régularisation, la candidature sera rejetée.

7.2 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Les candidatures sont sélectionnées au regard des capacités techniques du candidat permettant de garantir que l'opérateur économique possède un dispositif médical numérique de télésurveillance médicale inscrit sur la liste établie par arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale visée à l'article L162-52 code de la sécurité sociale - ou tout dispositif dérogatoire garantissant la prise en charge ou le remboursement par l'assurance maladie le cas échéant - et qu'il possède les moyens humain et techniques suffisants pour l'exercice des prestations.

7.3 ADMISSION ET REJET DES CANDIDATURES

Le Pouvoir Adjudicateur se prononce sur l'admission d'une candidature dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de sa réception, délai porté à 15 jours ouvrables si des compléments de candidature sont demandés au candidat porté à 15 jours ouvrables si des compléments de candidature sont demandés au candidat.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur peut prolonger le délai d'évaluation des candidatures tant qu'un marché spécifique n'est pas lancé.

L'admission est notifiée au candidat par l'intermédiaire du profil acheteur.

A compter de la réception de ce message, le candidat peut être invité à remettre une offre en réponse aux marchés spécifiques lancés.

À tout moment au cours de la période de validité du SAD, le Pouvoir Adjudicateur peut demander aux candidats admis dans le SAD d'actualiser leur dossier de candidature dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date d'envoi de la demande.

Les candidats ne satisfaisant pas ou plus aux critères de sélection des candidatures en sont avisés par décision transmise par l'intermédiaire du profil acheteur.

8 ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES

Il n'est pas attendu d'offres au stade des candidatures.

Les offres seront remises au stade des marchés spécifiques selon les modalités précisées dans une lettre de consultation.

L'analyse des offres, dans le cadre des marchés spécifiques ultérieurement lancés, sera effectuée sous la responsabilité des établissements bénéficiaires pour la passation du marché spécifique, étant précisé que la pondération du critère qualité et du critère prix pourra varier d'un marché spécifique à l'autre, dans la limite de la hiérarchisation et de l'amplitude de pondération indiquée pour chacun de ces critères et sous-critères.

Par ailleurs, les pondérations de ces critères pourront être différentes pour apprécier la pertinence de plusieurs solutions dans l'hypothèse où un même marché spécifique porte sur le choix de plusieurs solutions (Cf. article 7.1 du CCAP).

Les critères de sélection des offres et leur pondération pour chaque catégorie seront basés sur le tableau suivant :

Critères	Pondération
<p>Critère technique</p> <p>Les offres seront appréciées sur la base des sous-critères techniques suivants, par hiérarchisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Modalité d'inclusion du patient : <p>Ce sous critère pourra notamment être apprécié sur la base des éléments d'appréciation suivants fournis à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Recueil et traçabilité du consentement du patient pour l'inclusion. ○ Accompagnement et formation des patients à l'utilisation. ○ Aide au renouvellement des ordonnances - Suivi du patient 	Entre 60 et 70%

<p>Ce sous critère pourra notamment être apprécié sur la base des éléments d'appréciation suivants fournis à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Capacité de collecte des données du patient. ○ Accompagnement et formation des patients à l'utilisation. ○ Facilité d'utilisation pour l'équipe médicale. ○ Interopérabilité avec les DM de la pathologie télésurveillée. ○ Compatibilité avec les DM de la pathologie télésurveillée. <p>- Gestion des alertes :</p> <p>Ce sous critère pourra notamment être apprécié sur la base des éléments d'appréciation suivants fournis à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Pertinence de l'algorithme de gestion des alertes. ○ Facilité de paramétrage de la gestion des alertes ○ Capacité du DMN à automatiser la collecte des données du parcours patient. <p>- Aide au codage et à la facturation :</p> <p>Ce sous critère pourra notamment être apprécié sur la base des éléments d'appréciation suivants fournis à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Capacité à automatiser la relance de facturation. ○ Capacité à gérer un listing patients à facturer. <p>- Evolutivité de la solution :</p> <p>Ce sous critère pourra notamment être apprécié sur la base des éléments d'appréciation suivants fournis à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Capacité à couvrir la télésurveillance d'autres pathologies. ○ Capacité à intégrer de nouvelles fonctionnalités. 	
<p>Critère prix : prestations complémentaires (cas échéant) non prises en charge par l'assurance maladie</p>	<p>Entre 30 et 40%</p>

En cas d'absence de prestations complémentaires, le critère technique sera le critère unique de sélection des offres, dans la mesure où l'établissement bénéficiaire ne supporte aucun coût d'utilisation du dispositif.

L'offre la mieux classée au regard de ces critères sera retenue.

9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les opérateurs économiques peuvent obtenir des renseignements complémentaires sur l'organisation du SAD pendant toute la durée du SAD en adressant une demande de précision par voie électronique uniquement via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>, dans l'espace de consultation dédié au SAD.

Les candidats admis au SAD et invités à remettre une offre à l'occasion d'un marché spécifique pourront solliciter des renseignements complémentaires leur permettant de remettre une offre dans les conditions précisées dans la lettre de consultation de chaque marché spécifique.

10 NOMMAGE DES FICHIERS

Afin de faciliter l'analyse des dossiers transmis, le soumissionnaire devra respecter le modèle de présentation et l'indexation présentée ci-dessous.

Le nom des fichiers se composent de 3 parties séparées par "_", comme suit :

- **DD** : abréviation du nom du dossier (DC pour le dossier de candidature, DF pour le dossier financier et DT pour le dossier technique)
- **XXXX** : nom de la pièce (se reporter à l'indexation ci-dessous)
- **FFFF** : nom du fournisseur

L'abréviation du nom du dossier et le nom de la pièce vous sont fournis ci-dessous. L'ajout du nom du fournisseur (FFFF) vous est propre mais doit être identique pour tous les fichiers.

11 VOIES ET DELAIS DE RECOURS

11.1. PHASE CANDIDATURES

La présente procédure est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de Lyon :

Palais des juridictions administratives
184, rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03

Téléphone : 04 87 63 50 00
Télécopie : 04 87 63 52 50
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Rappel :

Le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un référé précontractuel contre la présente procédure de passation, devant le président du tribunal administratif, avant la signature du marché.

11.2. PHASE OFFRES

Les recours dirigés contre les procédures de passation des marchés spécifiques relèveront de la compétence du Tribunal administratif du ressort du pouvoir adjudicateur.

La juridiction compétente sera précisée dans la lettre d'invitation à soumissionner.

12 DONNEES A CARACTERE PERSONNEL COLLECTEES AUPRES DES CANDIDATS ET SOUMISSIONNAIRES

En application de l'article 13 du RGPD, le GCS UniHA informe les candidats des obligations suivantes :

1- Identification de l'acheteur : le GCS UniHA dont les coordonnées sont mentionnées à l'article 1 du présent règlement de consultation.

2- Coordonnées du DPO du GCS UniHA : florence.burin@uniha.org

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse ci-dessus.

3- Finalités du traitement auquel sont destinées les données à caractère personnel ainsi que la base juridique du traitement : procédure de passation système d'acquisition dynamique dont l'objet est défini dans le présent règlement de consultation ; analyse des candidatures ; acceptation des candidatures ; mise à disposition candidatures retenue(s) au profit des coordinations de UniHA ; passation des marchés spécifiques ; conservation et archivage des pièces du système d'acquisition dynamique.

4- Durée du traitement : dans le respect des dispositions du Code de la commande publique et du Code du patrimoine. Ainsi, la durée de conservation de ces données est encadrée par les règles liées à l'archivage des documents d'un marché public.

5- Les destinataires des données à caractère personnel : Service juridique de UniHA ; filière PDS de UniHA ; service renommage du GCS UniHA ; responsable de la centrale d'achat du GCS UniHA ; direction des achats des établissements adhérents pour les besoins de l'exécution des prestations liées aux marchés spécifiques ; service financier et comptabilité des établissements adhérents pour le traitement des paiements.